

## Évolution des relations franco-roumaines pendant « la drôle de guerre » (septembre 1939-mai 1940)

*Ana-Maria Stan*

L'attaque déclenchée par le Troisième Reich contre la Pologne le 1 septembre 1939 obligea la France et la Grande Bretagne à adresser à l'Allemagne nazie une déclaration de guerre. En réponse à ces événements, la Roumanie dût décider si elle allait prendre ou non une partie active dans le conflit militaire européen qui venait de commencer.

Suite à des consultations, les autorités roumaines décidèrent, le 6 septembre 1939, d'adopter une position de neutralité et la déclarèrent publiquement<sup>1</sup>. Le contexte interne et international était d'ailleurs peu favorable à un autre choix. D'une part, l'Allemagne avait fait, à l'aide de ses diplomates en poste à Bucarest, beaucoup de pressions pour obtenir cette attitude officielle de la Roumanie, à cause des intérêts stratégiques et économiques de Berlin dans cette zone<sup>2</sup>. A cela s'ajoutèrent d'autres facteurs de la politique internationale de 1938-1939 (parmi lesquels le conciliatorisme anglo-français, la politique révisionniste des voisins de la Roumanie, l'insuffisance des garanties anglo-françaises d'avril 1939, l'échec des négociations entre Moscou, Londres et Paris et la signature du pacte Ribbentrop-Molotov) qui ont encouragé une telle décision<sup>3</sup>. D'autre part, les milieux politiques roumains étaient eux-mêmes divisés en ce qui concerne la meilleure attitude à adopter dans la nouvelle guerre qui avait éclaté en Europe. Les opinions des hommes politiques furent d'ailleurs partagées entre une non-belligérance (pour laquelle se prononçait le président du Conseil, Armand Călinescu) et la neutralité, et on avait même suggéré la possibilité d'une politique de rapprochement de l'URSS<sup>4</sup>. Finalement, l'idée de la neutralité eut gain de cause, ce qui était une solution réaliste en ce moment-là.

Cette neutralité cachait en fait une conduite plus que bienveillante en faveur des Alliés, comme l'indiquaient clairement les actions

déroulées par les autorités de Bucarest envers la Pologne. La Roumanie autorisa le transit d'armement destiné à la défense de la Pologne, tout comme l'évacuation ultérieure du trésor national polonais par le port de Constanta et, après la défaite, accepta que le gouvernement de Varsovie et la population polonaise prennent refuge sur le territoire roumain<sup>5</sup>.

Entre septembre et décembre 1939, la Roumanie agit avec précaution, tout en surveillant attentivement l'évolution des opérations militaires et les démarches diplomatiques des grandes puissances. Bucarest tenta de découvrir et d'employer de nouvelles stratégies sur le plan externe, pour assurer son intégrité territoriale et sa sécurité nationale. Par conséquent, les dirigeants roumains cherchèrent en premier lieu à éviter le plus longtemps possible la participation active de l'Europe centrale et orientale dans la deuxième guerre mondiale, mais aussi à trouver de nouveaux partenaires politiques, disposés à appuyer la position internationale de la Roumanie, au moment où la France et l'Angleterre avaient concentré leur attention sur l'évolution du front.

En conséquence, la diplomatie roumaine essaya d'abord d'obtenir une déclaration de neutralité de la part de l'Entente Balkanique (soit dans la forme d'une déclaration commune de cette alliance, soit dans la forme d'annonces semblables de la part de chaque pays membre) par rapport à la guerre qui venait de se déclencher en Europe. Puisque cette démarche n'aboutit pas, la Roumanie fit ensuite des efforts visant à renforcer la solidarité entre les États membres de l'Entente Balkanique, déclarant même sa disponibilité pour discuter la possibilité d'attirer la Bulgarie dans cette coalition régionale et donc l'apparition d'un vrai et puissant « bloc balkanique »<sup>6</sup>. La France, et surtout la Grande Bretagne ont suivi avec intérêt et ont encouragé

cette initiative<sup>7</sup>, cependant elle échoua à la fin du mois de septembre 1939. L'Allemagne se prononça-t-elle aussi en faveur d'une telle alliance élargie, mais son attitude dissimulait en fait l'intention ferme de Berlin de subordonner l'alliance et d'éliminer ainsi l'influence franco-anglaise de ces pays<sup>8</sup>.

Au milieu d'octobre 1939, l'idée du « bloc balkanique » fut remplacée par une autre stratégie de la diplomatie roumaine. Le Ministère des Affaires Étrangères de Bucarest lança le projet d'un « bloc des neutres » dans les Balkans. La Roumanie n'était pas d'ailleurs le seul État qui avait eu l'intention de fonder un tel organisme régional. L'Italie avait également manifesté, depuis septembre 39, son intérêt de rassembler sous sa direction, dans un système *prioritairement économique*, les pays de la région des Balkans et du Danube, avec la possibilité d'y intégrer aussi l'Espagne<sup>9</sup>. Par la suite, Mussolini se décida quand même contre la constitution de ce bloc, car cela aurait limité ses choix pour l'avenir<sup>10</sup>, et par conséquent il toucha à la Roumanie de prendre l'initiative de cette démarche diplomatique. Ainsi, le 28 octobre 1939, le gouvernement de Bucarest dévoila le projet roumain du « bloc des neutres ». Il s'agissait d'une alliance exclusivement défensive. Les pays participants allaient respecter quelques principes fondamentaux: neutralité totale par rapport au conflit armé qui venait de commencer, non-agression entre les membres du bloc, coopération accrue sur le plan économique, militaire et surtout diplomatique (par des contacts directs entre leurs ministres des affaires étrangères). La règle la plus importante du « bloc des neutres » était celle stipulant qu'au cas d'une attaque externe contre un État inclus dans cette alliance, les autres pays s'obligeaient à garder « au moins une neutralité bienveillante envers la nation attaquée »<sup>11</sup>.

La France adopta à l'égard du « bloc des neutres », une attitude hésitante, voire contradictoire. À Paris on avait élaboré divers plans pour la région sud-est européenne, dont les conceptions divergeaient en fonction de leurs auteurs (personnalités politiques ou militaires). Ainsi, le 24 octobre 1939, Alexis Léger affirma publiquement que les autorités françaises étaient favorables à l'apparition d'une alliance des pays neutres en Europe centrale et orientale, et que Paris approuvait la politique italienne à ce sujet<sup>12</sup>.

Après la remise aux grandes puissances européennes, le 30 octobre 1939, du plan roumain pour l'organisation du « bloc des neutres » et le début des négociations approfondies visant à sa constitution, la France modifia sa position. Les hommes politiques français continuèrent à être favorables à ce projet, mais ils s'opposaient à présent fermement à la participation de l'Italie. Ils craignaient en fait qu'un « bloc des neutres », comptant l'Italie parmi ses membres, eût modifié l'équilibre de forces tant dans la région balkanique, qu'entre les grandes puissances, appuyant les revendications de Rome à l'égard de certains territoires français, et en même temps attirant les États membres de cette alliance dans le camp adverse aux Anglais et aux Français<sup>13</sup>. Il faut d'ailleurs mentionner que le projet roumain prévoyait une implication italienne notamment pour conférer une plus grande stabilité aux « bloc des neutres » et pour y faciliter la participation de la Hongrie et de la Bulgarie.

Par la suite, Paris changea de nouveau son attitude, donnant son accord pour que l'Italie soit membre du « bloc des neutres », mais sous la condition expresse de ne pas le diriger, chose d'ailleurs qu'aucun des autres pays participants ne souhaitait<sup>14</sup>.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, elle se déclara dès le début favorable à la création d'une communauté des États neutres dans le Sud-Est de l'Europe<sup>15</sup>.

Malgré tous les efforts déployés par les autorités de Bucarest pour obtenir l'accord des grandes puissances et des pays voisins de la Roumanie pour le « bloc des neutres », cette nouvelle initiative diplomatique échoua à son tour, à la fin de 1939, principalement à cause de l'opposition de l'Allemagne et du refus des Italiens de faire partie de l'alliance régionale dans la formule proposée par les diplomates roumains<sup>16</sup>.

Les réticences du gouvernement français, dirigé par Daladier, d'appuyer le « bloc des neutres » s'expliquèrent, comme nous l'avons déjà affirmé, par le fait que tant le Quai d'Orsay que le Grand État-Major Français avaient préparé d'autres tactiques d'action dans la région balkanique et sud-est européenne.

En effet, dans ces premiers mois de guerre, la France et l'Angleterre furent beaucoup plus intéressées à conclure un pacte avec la Turquie, État situé dans une importante position stratégique (ce qui se réalisa du reste le 19 octobre 1939 par la

signature du traité anglo-franco-turque<sup>17</sup>). Cette alliance eut des implications directes sur la Roumanie, car d'un côté elle situait les garanties anglo-françaises qui avait été accordées au gouvernement de Bucarest en avril 1939 dans un contexte plus ample, sud-est européen (on offrait l'appui de la Turquie au cas où Londres et Paris auraient été engagés dans des opérations militaires résultant de ces garanties<sup>18</sup>), mais d'un autre côté elle les conditionnait tout autant. L'État turc se réserva le droit de ne pas entrer en guerre contre l'URSS, juste au moment où la possibilité d'un conflit russo-roumain au sujet de la Bessarabie était assez évidente. D'ailleurs, pendant ce temps, une des priorités des autorités roumaines dans leurs relations avec l'Angleterre et la France fut d'obtenir que les termes des garanties anglo-françaises d'avril 1939, assez généraux<sup>19</sup>, deviennent aussi opérationnels au cas d'une éventuelle attaque de la part des armées soviétiques et se manifestent par des mesures claires des Alliés en faveur de la Roumanie. Même si les résultats désirés ne furent pas atteints, Bucarest, Paris et Londres aboutirent toutefois à certaines convergences de conception diplomatique et de stratégie militaire dans l'intervalle qui nous intéresse, chose démontrée clairement par les documents d'archive.

Les militaires français envisageaient, dès le printemps 1939, la création d'un front oriental antinazi. Sa priorité aurait été la défense des Détroits et de la Mer Méditerranée. Il aurait été formé par les forces expéditionnaires françaises de Syrie, placées sous la commande du général Weygand (qui fut d'ailleurs le plus ardent avocat du projet) et par les armées des pays sud-est européens. Ce front aurait actionné avec deux têtes de pont – un en Trace et l'autre à Salonique – et aurait provoqué à l'Allemagne des pertes tant sur le plan militaire que dans son économie de guerre<sup>20</sup>. Ce projet de combat ne dépassa toutefois, entre septembre 1939 et mars 1940, le niveau des débats théoriques entre Français et Anglais, son caractère fut même modifié d'offensif en défensif<sup>21</sup>, mais malgré tout cela il se maintint longtemps parmi les priorités des autorités militaires de Paris. À côté des responsables de l'armée, les diplomates français en poste dans les pays balkaniques soutinrent la nécessité d'une implication militaire massive de la France au sud-est de l'Europe. Ainsi, dans un télégramme du 9 décembre 1939, Adrien Thierry, le ministre de France à Bucarest, insista pour que

les Alliés définissent de concert avec la Turquie leur attitude politique et militaire dans l'éventualité de toute agression externe, y compris celle de l'URSS, contre la Roumanie<sup>22</sup>. Il attira l'attention sur la faible capacité de résistance militaire de l'État roumain, sur la possibilité que la Roumanie subit un sort similaire à celui de la Pologne, et proposa, au cas d'une attaque armée contre la Roumanie, une intervention française « avec une puissante aviation, accompagnée d'une importante mission militaire et suivie d'un corps expéditionnaire ». Une telle action aurait permis l'organisation « d'une résistance capable d'arrêter l'agresseur et (...) par la suite toute la liberté quant à la poursuite des opérations »<sup>23</sup>. Tout comme Thierry, les hauts responsables du Quai d'Orsay connaissaient fort bien l'importance détenue par un éventuel octroi aux pays des Balkans (en priorité à la Yougoslavie, la Grèce, la Turquie et la Roumanie) d'un appui matériel substantiel, c'est-à-dire des fournitures d'armement, accompagnées par une assistance rapide et efficace, pour les maintenir dans le camp des Alliés<sup>24</sup>. Dans ce sens, ils préconisèrent, le 17 décembre 1939, de mettre au point, dans un délai de trois mois, donc jusqu'à la fin mars 1940, une organisation technique et diplomatique ayant comme but d'établir avec précision le niveau des livraisons de matériel de guerre franco-anglais dans la région sud-est européenne. En plus de cela, les chefs de la diplomatie française envisagèrent d'étudier, à travers les contacts des états-majors, les moyens concrets par lesquels la France et l'Angleterre pussent accorder toute leur assistance à chaque État balkanique décidé à résister à une agression allemande ou russe<sup>25</sup>.

Parmi les problèmes lesquels, à la fin de 1939 et au début de 1940, se trouvaient au centre de l'attention des milieux diplomatiques européens, étaient ceux de la Bessarabie et de l'évolution des rapports roumano-soviétiques. Au moment où la guerre russo-finlandaise était en plein développement (l'attaque soviétique fut déclenchée le 30 novembre 1939) on se demandait en Europe quels seraient les prochains territoires revendiqués par l'URSS. La position de la Turquie était essentielle à chaque éventuelle action militaire que les Anglais et les Français auraient pu entreprendre dans les Balkans, pour la défense du *statu-quo* de la région (chose d'ailleurs clairement stipulée par les clauses du traité anglo-franco-turque). Par conséquent, les diplomates

français observaient attentivement les évolutions politiques d'Ankara. Les rapports de l'ambassadeur français en Turquie enregistraient, à la fin de décembre 1939, que les Turcs se montraient favorables à aider la Roumanie dans l'éventualité d'une attaque soviétique contre la Bessarabie, en acceptant d'ouvrir les Détroits à l'entrée des flottes anglaise et française en Mer Noire<sup>26</sup>. En même temps, les Français surveillaient dans cet intervalle (décembre 1939-janvier 1940) la tentative de rapprochement de l'Italie que Bucarest venait tout juste d'initier. Cette action fut motivée par le désir de la Roumanie d'obtenir, avec l'appui de Mussolini, des assurances de non-agression et même d'aide à la protection de son intégrité territoriale de la part de ses voisins, et en particulier de la part de la Hongrie.

Pendant le déroulement des discussions et des contacts entre la diplomatie italienne, roumaine et hongroise, François Poncet, l'ambassadeur de France en Italie, transmit à Paris, le 12 janvier 1940, que, dans l'éventualité d'une attaque soviétique contre la Bessarabie, une action en parallèle de l'armée Weygand et des forces militaires italiennes était une possibilité envisagée favorablement à Rome<sup>27</sup>. Le 26 janvier 1940, Ciano déclara aussi à Victor Antonescu, émissaire spécial de la Roumanie à Rome, qu'au cas d'une agression de l'URSS en Bessarabie, l'Italie était fermement décidée à aider la Roumanie avec des armes, des munitions et des avions<sup>28</sup>.

À Paris, la préoccupation concernant l'attitude de Bucarest face au péril qui planait au-dessus de la Bessarabie restait toutefois grande. Par conséquent, le discours du roi Carol II ; prononcé à Kichinev le 6 janvier 1940, où il affirmait la décision de défendre cet ancien territoire roumain et accentuait l'efficacité de la ligne fortifiée située à la frontière roumano-soviétique, fut reçu en France avec beaucoup de satisfaction. Quelques jours après cet événement, l'ambassadeur roumain en France Franassovici rapporta d'ailleurs à Bucarest que « *d'allocution faite à Kichinev a complètement changé l'atmosphère qui avait été entretenue en France autour de nos intentions en ce qui concerne la défense de la Bessarabie* »<sup>29</sup>. Si dans ce cas la tension entre Bucarest et Paris fut vite dissipée, la situation ne se répéta pas à la fin janvier et au début de février 1940.

Le 17 janvier 1940, le gouvernement roumain créa un Commissariat général du pétrole pour surveiller et diriger la production et la vente

de cette ressource naturelle, tellement importante pour les deux camps de la guerre. En fait, Bucarest tenta, par une initiative semblable, d'imposer aux compagnies pétrolières anglaises et françaises de Roumanie de livrer plus de pétrole à l'Allemagne qu'aux Alliés<sup>30</sup>, malgré le fait que, d'autre part, les autorités roumaines tergiversaient autant que possible l'exécution des clauses du traité économique roumano-allemand, signé le 23 mars 1939<sup>31</sup>. L'apparition du Commissariat du pétrole affecta non seulement les relations économiques et commerciales de la Roumanie avec l'Angleterre et la France, mais eut également d'importantes répercussions au niveau politique. Ainsi, une virulente campagne fut déclenchée dans la presse française, désavouant la décision adoptée par les dirigeants roumains.

Le début de cette campagne fut donné par un article signé par Léon Blum dans *Le Populaire*<sup>32</sup>, pour être continuée ensuite dans d'autres publications importantes. Richard Franassovici expliqua pertinemment que « toute la controverse avait démarré à Londres et Paris fit chœur avec son allié » et que, étant donné que jusqu'en ce moment la guerre entre l'Allemagne, l'Angleterre et la France s'était limitée à des mesures de blocus et contre-blocus « l'impuissance de compléter la partie orientale de ce barrage économique (...) constitue une sorte de défaite pour les Alliés »<sup>33</sup>. Il précisa, s'appuyant sur des informations confidentielles, qu'à l'origine du vague des articles critiques des journaux français se trouvaient des notes secrètes issues directement du Ministère des Affaires Étrangères français<sup>34</sup>. L'interprétation donnée par le diplomate roumain aux événements fut que la campagne de presse constituait en fait un avertissement adressé par les Alliés à l'Allemagne, car on avait fait des allusions aux garanties accordées par les Anglais et les Français en avril 1939, et que cela indiquait clairement l'intention de Paris et Londres de « riposter par des contre-pressions à toute pression allemande réelle ou simplement apparente »<sup>35</sup> faite à l'égard de la Roumanie. Franassovici avertit aussi sur la possibilité d'une lutte d'influence à Bucarest dans les mois suivants (prévision qui allait d'ailleurs s'accomplir), tout comme sur le fait que l'opinion publique internationale commençait à considérer la cause roumaine comme « pratiquement compromise puisque les Alliés eux-mêmes mettaient en question la garantie de nos frontières »<sup>36</sup>.

Bien entendu, les autorités roumaines protestèrent vigoureusement à ce sujet auprès du Quai d'Orsay et expliqueront leur politique pétrolière, ce qui aboutit à une diminution de la campagne de presse, toutefois dans les mois à venir les relations roumano-françaises restèrent délicates. Bucarest tenta, par conséquent, jusqu'en juin 1940, de ménager par sa politique extérieure tant les suspicions des Alliés, que celles de l'Allemagne, l'Italie et des pays voisins de la Roumanie.

Un autre point d'intérêt pour les milieux politiques européens fut à cette époque l'évolution des opérations militaires du front soviéto-finlandais. En février 1940, de nombreux comptes-rendus de l'ambassadeur Franassovici détaillèrent les intentions françaises et anglaises par rapport aux événements du front nordique et les répercussions que la politique militaire des Alliés allait avoir sur la région balkanique et sud-est européenne.

La décision adoptée au début de février 1940 d'aider les Finlandais à résister aux attaques soviétiques, par l'envoi des troupes alliées à Petsamo, fut considérée par le représentant de Roumanie à Paris comme un signe clair de changement dans l'attitude française, mais aussi anglaise, concernant le déroulement de la guerre. Jusqu'à ce moment, souligna Franassovici dans un rapport daté du 10 février, deux tendances politiques avaient cohabité au sein du gouvernement français, l'une se basant sur l'hypothèse que le bolchevisme fut le principal péril européen et que Moscou ne devait être ménagée sous aucun prétexte, et la deuxième, « partagée même par MM. Daladier et Léger », en faveur de Moscou, « soit dans l'espoir de la détacher de l'Allemagne, soit à cause de la crainte de ne pas la pousser encore plus dans les bras de ce pays »<sup>37</sup>. La décision de s'impliquer activement dans le conflit finno-soviétique indiqua en fait, avec beaucoup de netteté, que « tous les cercles politiques français étaient convaincus que la partie russo-allemande était indiscutablement établie, et qu'il n'y avait plus rien à attendre d'une politique indulgente face aux Soviets »<sup>38</sup>. En ce qui concerne les conséquences pour la Roumanie de cette option militaire des Français et des Anglais, l'ambassadeur roumain affirma que la situation des Balkans pouvait être considérée comme temporairement stabilisée, puisque la menace d'une agression soviétique dans la région [plus

exactement contre la Bessarabie-n.n.] était devenue très réduite, car l'amplification de la résistance militaire des Finlandais, avec l'appui des Alliés, conduirait inévitablement à l'immobilisation des armées soviétiques sur le front du Nord. En même temps, la possibilité d'une action allemande dans les Balkans demeurait très faible, l'impression au camp des Alliés étant en ce moment que « c'est difficile à concevoir que le Reich entame lui seul quelque chose dans la région »<sup>39</sup>. Une autre conséquence était, d'après Franassovici, le fait que les États neutres se sentiraient encouragés à résister aux pressions allemandes, impressionnés par le projet d'intervention alliée. Il souligna également, et le répéta plusieurs fois, que « les Alliés ne pouvaient plus avoir dorénavant aucun motif d'hésitation pour faire appliquer aussi au cas d'une agression soviétique la garantie qu'ils nous avaient accordée »<sup>40</sup>, chose que d'ailleurs Londres et Paris avaient obstinément refusée jusque-là, conditionnant une attitude pareille d'une position favorable de la Turquie et de la neutralité de l'Italie<sup>41</sup>. La même conviction ferme avait d'ailleurs été manifestée dans les télégrammes précédents de Franassovici, qui insista que, puisque « les Alliés ne peuvent pas risquer un échec en Finlande (...) précisément dans le cas d'une agression soviétique contre nous, l'aide franco-britannique contre les Russes ne serait plus débattue »<sup>42</sup>. Dans les mois qui suivirent, la participation des troupes alliées à la guerre finlandaise ne se matérialisera plus<sup>43</sup>, et le ton des rapports sur ce sujet fut de moins en moins optimiste. La Finlande, vaincue, finit par signer la paix avec l'URSS le 12 mars 1940.

Presque conjointement aux signaux liés au projet de l'intervention anglo-française sur le front du Nord de l'Europe et à ceux concernant la campagne de presse défavorable à la Roumanie qui avait débuté en France, l'ambassadeur roumain à Paris communiqua à Bucarest la satisfaction dont lui avait fait part Alexis Léger, au nom du gouvernement français, à l'égard des résultats de la conférence de l'Entente Balkanique de Belgrade (2-4 février 1940) dans « l'affirmation de la solidarité balkanique »<sup>44</sup>. Cette conférence représenta d'ailleurs une des dernières tentatives de la Roumanie et des autres États membres de cette alliance pour définir une position commune à l'encontre de leurs voisins révisionnistes, ainsi que pour établir une collaboration au plan politique, économique et

militaire dans le contexte de la guerre qui se déroulait en Europe.<sup>45</sup>

En parallèle toutefois, autres représentants politiques et militaires français manifestaient leur inquiétude devant l'attitude de l'État roumain sur le plan international. Ainsi, le 26 février 1940, le général Gamelin, chef de l'État-Major Français, analysa dans un rapport adressé au premier ministre Daladier (qui détenait aussi les portefeuilles de la Défense et de la Guerre) le comportement que les États des Balkans avaient envers la France, en affirmant: «(...) Des trois pays balkaniques la Grèce est celui qui se montre le mieux disposé à notre égard [des Français – n.n.], prête à entrer en guerre à nos côtés. (...) *La Roumanie est réticente*. Elle louvoie entre ses puissants voisins et les Alliés, prétextant qu'elle ne peut adopter une autre politique tant qu'elle n'aura pas complété ses armements. Il paraît difficile de prévoir son attitude en fin de compte, devant l'ultimatum plus ou moins déguisé que lui adresserait l'Allemagne ou l'URS»<sup>46</sup>. Afin de partiellement confirmer ces observations inquiètes, à la fin de février 1940, l'ambassadeur roumain à Paris, Franassovici, releva une autre possibilité stratégique envisagée par Paris et Londres, c'est-à-dire l'éventuelle ouverture d'un front allié en Caucase<sup>47</sup>. Il souligna que « si les Alliés réussissaient à détruire ou à occuper les régions pétrolifères soviétiques du Caucase, la Roumanie allait rester la source d'approvisionnement de l'Allemagne, et, par conséquent, les demandes [de Berlin] deviendraient excessivement importantes et impératives dans leur tonalité »<sup>48</sup>, conseillant ainsi en sous-texte Bucarest à la prudence entre les deux camps belligérants.

Il est ainsi évident à quel point les relations roumano-françaises furent complexes, délicates et aussi problématiques, entre décembre 1939 et février 1940. Dans les mois qui suivirent, elles garderont le même caractère. Ceci surtout à cause de l'évolution des opérations militaires en Europe, qui allait influencer de plus en plus les réactions réciproques de ces deux pays, ainsi que leur position envers les autres protagonistes des rapports internationaux du continent.

Le mois de mars 1940 représenta pour la France un intervalle extrêmement troublé, parce que des grandes convulsions se déroulèrent dans sa vie politique intérieure. De nouvelles mesures économiques furent adoptées afin d'améliorer l'organisation de l'effort de guerre français, parmi lesquelles la plus importante était la réduction de la consommation alimentaire, par l'introduction

des tickets alimentaires<sup>49</sup>. En plus, le gouvernement Daladier fut démis le 20/21 mars (l'échec de l'intervention en Finlande y constituant une des raisons) et remplacé par un cabinet d'union nationale dirigé par Paul Reynaud. Ce nouveau gouvernement fut considéré plus enclin à lutter jusqu'au bout sans épargner ni énergie, ni sacrifices. Dans ce contexte, l'intérêt pour la situation internationale des Balkans et en spécial pour la Roumanie diminua passagèrement. La seule chose importante signalée par les comptes-rendus de l'ambassadeur Franassovici était le changement d'attitude de la presse française à l'égard de l'État roumain, qui s'était convertie de l'hostilité à un comportement « toujours bienveillant et surtout très objectif en ce qui concerne la diffusion des informations d'origine fautive ou douteuse »<sup>50</sup>. Les nouvelles en provenance de Roumanie, surtout celles qui mentionnaient la présence des Allemands dans le pays, furent donc dorénavant accompagnées, dans les journaux leur donnant cours, d'avertissements (de la part de la rédaction respective) sur leur caractère non-fiable.<sup>51</sup> Malgré cela, au début avril, d'autres causes d'inquiétude apparurent à nouveau entre Bucarest et Paris. Le 5 avril 1940, la presse française publia une information selon laquelle en Roumanie se trouvaient environ 27000 Allemands. L'ambassadeur Franassovici fut questionné sur la véracité de ce renseignement tant par le général Weygand, que par le président du Conseil Paul Reynaud et, pour pouvoir le démentir catégoriquement, il sollicita Bucarest de lui communiquer le chiffre exact et demanda que l'agence « Rador » publie une statistique des étrangers entrés en Roumanie dans les 6 derniers mois<sup>52</sup>.

À partir du moment où se déclenchèrent les manœuvres préparatoires et ensuite les confrontations militaires directes entre les Nazis et les Alliés au nord de l'Europe (moyennant les attaques contre la Norvège et le Danemark), le problème des Balkans et du sud-est européen revint à l'attention des dirigeants de l'armée française, car « la perte [des Détroits et du Salonique] consacra notre défaite »<sup>53</sup>. Le général Weygand surtout souligna l'importance d'une action de « sauvetage » de la Roumanie de la domination du troisième Reich. Il fut d'ailleurs la personnalité française la plus intéressée par le problème de la défense de l'État roumain face aux pressions de l'Allemagne nazie et des partenaires de celle-ci. Dans une rencontre avec

Franassovici, Weygand exposa la thèse selon laquelle, si la Roumanie est attaquée, « l'aide alliée viendra du corps expéditionnaire de Syrie »<sup>54</sup>, mais accentua en même temps que la doctrine du gouvernement français était de fonder un front défensif dans les Balkans. Le général français soutint également l'importance et la nécessité des contacts étroits entre la Roumanie et la Yougoslavie, « puisque la défense des Balkans se ferait dans des conditions exemplaires si on pouvait réaliser en face d'une attaque allemande un front commun roumano-yougoslave »<sup>55</sup>. Weygand manifesta aussi son désir d'être reçu lui-même, ou un de ses collaborateurs intimes, par le roi Carol II, pour une courte audience. Nos recherches n'ont pas réussi à découvrir si cette demande avait eu la finalité souhaitée, mais on peut affirmer qu'elle montra clairement l'intérêt d'une partie importante de l'armée française envers la Roumanie. Une position analogue du général Weygand se retrouva aussi dans le rapport qu'il rédigea le 9 avril 1940 pour l'État-Major français de l'Armée de terre concernant la politique alliée dans les Balkans. Dans ce document, dont il avait vraisemblablement présenté une partie à Franassovici pendant leur rencontre du 5 avril, Weygand attirait l'attention sur les richesses en pétrole et céréales de la Roumanie, sur ses ports et ses voies d'accès fluviales et ferrées, appropriées au transit des ressources de l'URSS en direction de l'Allemagne, sur la situation géographique de l'État roumain d'où les Détroits pouvaient être menacés par terre et par mer (à l'aide de sous-marins). D'après lui, toutes ces choses expliquaient pourquoi la Roumanie représentait aux yeux des Nazis la puissance balkanique détenant le plus d'avantages, si immédiatement englobée dans leur camp<sup>56</sup>.

Le chef militaire français avertit que « la Roumanie fut tout autant menacée parce qu'elle est la plus éloignée [géographiquement - n.n.] de tout concours qu'elle peut attendre des nations occidentales dont elle a reçu la garantie »<sup>57</sup>. Par conséquent, le général Weygand insista que la France et l'Angleterre coordonnent leur politique dans les Balkans et suggéra aux responsables gouvernementaux de Paris que l'ambassadeur de France à Bucarest soit mis en « situation de mener la lutte sous les ordres d'un chef énergique, d'un véritable État-Major formé des personnalités actives et compétentes capables de proposer et d'appliquer les mesures d'exécution nécessaires

pour vaincre l'Allemagne sur le terrain où elle porte la lutte: propagande, concours financiers, économiques et industrielles et militaires (dotation en armes), pour ramener la confiance des Roumains vers leurs protecteurs naturels »<sup>58</sup>. Il considéra que seulement de cette façon, et y joignant les efforts du roi et du gouvernement roumain, pouvaient être élaborées des mesures militaires aptes à garantir encore l'indépendance de la Roumanie, son maintien à côté des alliés anglo-français, et préconisa même un débarquement en ce pays d'une petite avant-garde, en assurance des garanties données en avril 1939<sup>59</sup>. Parmi les explications possibles de ce rapport tellement favorable à un support actif de la Roumanie, on peut mentionner les signaux de préoccupation envoyés depuis Bucarest par le personnel diplomatique et militaire français entre février et avril 1940<sup>60</sup>. En plus, les milieux militaires de Paris auraient pu connaître certaines informations confidentielles concernant les plans d'attaque allemanno-hongroises contre la Roumanie, discutés alors à Berlin et à Budapest<sup>61</sup>. Pourtant, une autre explication pourrait être le fait que seulement quelques jours auparavant le gouvernement roumain eut adopté des mesures (suite à de sérieuses pressions et menaces allemandes) afin d'empêcher une tentative anglaise de blocus du Danube. L'échec de cette tentative, destinée à perturber sérieusement les livraisons de matières premières vers le Troisième Reich, allait empirer à nouveau les relations entre le camp anglo-français et la Roumanie.

Il y avait également d'autres indices d'une évolution progressive des dirigeants politiques de Bucarest envers une position de plus en plus prudente à l'égard de l'Allemagne et de l'Italie, et cela surtout à cause de l'absence d'une attitude commune, claire et cohérente, des Français et des Anglais à l'appui de la Roumanie. Au cours d'une entrevue de l'ambassadeur Franassovici avec G. Mandel, à ce moment ministre des Colonies dans le gouvernement Reynaud, l'homme politique français reprocha à l'exécutif de Bucarest « la peur de prendre contact avec les officiers français envoyés avec différentes missions en Roumanie », et surtout le fait qu'on avait refusé au général Delhomme, attaché militaire de France en Roumanie, l'accès pour visiter la « ligne Carol », c'est-à-dire les fortifications situées à la frontière entre la Bessarabie et l'URSS<sup>62</sup>. L'explication roumaine que « pour ce qui est des officiers français

envoyés chez nous il ne s'agit ni de peur, ni d'hostilité envers les Alliés, mais simplement du désir de ne pas donner naissance à des précédents qui puissent être invoqués par les autres belligérants »<sup>63</sup> indiqua clairement le degré de prudence des gouvernants de Bucarest par rapport aux opérations militaires en cours.

En même temps, à Bucarest, Adrien Thierry fut convoqué par le Premier ministre roumain qui lui annonça la décision de la Roumanie de résister aux éventuelles tentatives nazies de porter atteinte à sa souveraineté. Le diplomate français fut questionné aussi au sujet de l'aide que la France pouvait éventuellement accorder à la Roumanie. En plus, les Roumains communiquèrent à l'ambassadeur français la préoccupation qui régnait à Bucarest concernant le retard des livraisons du matériel de guerre français promis, laissant «le pays isolé pour son armement face à l'Allemagne», de sorte que la seule politique possible de Bucarest était la temporisation<sup>64</sup>. Tous ces témoignages appuient l'idée que les responsables politiques roumains abandonnaient progressivement leur confiance en l'efficacité de l'aide et des garanties alliées pour leur pays, même si l'Angleterre et la France n'avaient pas encore abandonné de leurs plans politiques, stratégiques et militaires la possibilité des actions dans le sud-est de l'Europe.

À la fin avril et début mai 1940, dans la correspondance diplomatique était très présente l'idée que l'Italie entrerait également en guerre à côté des Allemands, les diplomates anticipant le déclenchement d'une action italienne contre la Yougoslavie. Alarmés par cette possibilité, les Français redoublèrent les consultations entre les responsables politiques et militaires au sujet de la situation des Balkans et aussi les discussions avec les ambassadeurs des pays de la région, donc le problème des relations avec la Roumanie continua à préoccuper Paris. Le projet esquissé par le général Weygand le 9 avril 1940 fut rediscuté au début mai, le général Gamelin analysant lui aussi les mesures qui pouvaient être adoptées en faveur de l'État roumain. Il exposa l'impossibilité d'accorder une aide militaire directe pour la Roumanie et se prononça, en échange, pour nombre d'initiatives politiques et militaires de la part de la France afin d'assister la Roumanie. Par conséquent, il proposa que la politique française à Bucarest encourageât les Roumains à s'entendre avec les pays membres de l'Entente Balkanique et de former ainsi un bloc balkanique commun,

capable d'affronter «l'invasion pacifique», du moins pour le moment, des Nazis<sup>65</sup> ou de leurs partenaires d'alliance. S'appuyant aux opinions du général Gamelin, les autorités françaises envisageaient la poursuite de la politique d'équipement de la Roumanie avec de l'armement allié, et de continuer à encourager une intensification des contacts entre l'Etat Major roumain et ceux des autres pays de la région, tout comme des actions pour l'aménagement des bases militaires aériennes, indispensables en l'éventualité ou la nécessité d'une intervention de ce genre apparaisse ici<sup>66</sup>.

Des recommandations semblables étaient faites également à l'ambassadeur roumain à Paris, les Français indiquant clairement leur intérêt pour la préservation de la paix dans les Balkans. Même si les responsables du Quai d'Orsay et du Ministère de la Défense français faisaient des déclarations contradictoires à Franassovici et à l'ambassadeur yougoslave à Paris en ce qui concerne la décision française de participation armée dans les Balkans (plus spécialement au cas de conflit italo-yougoslave), le diplomate roumain raisonna que les Alliés tentaient à encourager par cette attitude une intensification des liaisons et des contacts entre les représentants des états-majors de Balkans, visant au renforcement des alliances militaires dans la région (et surtout de celle roumano-yougoslave). Par conséquent, au cas d'une attaque venant de la part d'un pays de l'AXE, les armées des États du sud-est de l'Europe auraient pu actionner en commun et d'une manière efficace, et ensuite, à partir de cette base, des consultations allaient se dérouler (ainsi que des actions concrètes) entre les responsables militaires alliés et ceux des pays balkaniques, afin de préparer l'assistance alliée<sup>67</sup>. Attirant l'attention sur les conséquences que de tels contacts pouvaient avoir par rapport à la neutralité officielle de la Roumanie, Franassovici se prononça en faveur de ces plans et suggéra aux autorités de Bucarest d'adopter un comportement concordant.

Le début des opérations militaires directes entre la France et l'Allemagne le 10 mai 1940 alla cependant mettre fin à toutes ces stratégies et plans politiques et militaires de Paris à propos de l'Europe centrale et de sud-est en général, et de la Roumanie en spécial, donc les relations roumano-françaises entrèrent à leur tour dans une autre étape.



## NOTES:

<sup>1</sup> Voir Ioan Scurtu, Gheorghe Buzatu, *Istoria românilor în secolul XX*, Editura Paideia, București, 1999, p. 367.

<sup>2</sup> Al. Gh. Savu, "Neutralitatea României și începutul războiului mondial", in *Probleme de politică externă a României 1919-1939*, dos. I, Editura Militară, București, 1971, pp. 422-426.

<sup>3</sup> Une énumération complète de ces facteurs est faite dans l'article de Valeriu Florin Dobrinescu, "The strategy of Romania's neutrality at the outbreak of the two world wars. A comparative study", in *Culture and Society*, Editura Academiei, Iași, 1985, p.159.

<sup>4</sup> Al. Gh. Savu, *op. cit.*, p. 421, 426.

<sup>5</sup> Voir dans ce sens A. Karețchi, L. Ieșanu, "Opinia publică internă și internațională despre solidaritatea poporului român cu poporul polonez la începutul celui de-al doilea război mondial" in *Revista de Istorie*, tom 32, nr. 9, 1979, pp. 1707-1730; Milică Moldoveanu, "Contribuții privind relațiile româno-poloneze în cel de-al doilea război mondial" in *Revista de Istorie*, tom 32, nr. 6, 1979, p. 1037-1054; Ioan Scurtu, Gheorghe Buzatu, *op. cit.*, p. 370; *Marea conflagrație a secolului XX*, Editura Politică, București, 1974, p. 85, ș.a.

<sup>6</sup> Ion Calafeteanu, *Diplomația românească în sud-estul Europei 1938-1940*, Editura Politică, București, 1980, p. 173-181, 187-190.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 181-182.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p. 182-183.

<sup>9</sup> *Ibidem*, p. 194-196.

<sup>10</sup> Selon certains observateurs roumains, une des principales raisons qui motiva l'abandon du projet italien de former un « bloc des neutres » fut le fait que les diplomates de Rome concevaient ce bloc comme une structure ayant un caractère prépondérant antisoviétique. Cela aurait signifié ipso facto un rapprochement des Anglo-Français, ce que Mussolini ne souhaitait sous aucune forme. Apud V. Fl. Dobrinescu, I. Pătroiou, Gh. Nicolescu, *Relații politico-diplomatice și militare româno-italiene 1914-1947*, Editura Intact, 1999, p. 247-248.

<sup>11</sup> V. Fl. Dobrinescu, I. Pătroiou, Gh. Nicolescu, *op. cit.*, p. 246-247.

<sup>12</sup> Ion Calafeteanu, *op. cit.*, p. 202.

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 212.

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 221.

<sup>15</sup> *Ibidem*, p. 210, 215-216.

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 224-229.

<sup>17</sup> Pour le contexte de la signature du traité anglo-franco-turque de 19 octobre 1939 et ses clauses voir J.B. Duroselle, *L'Abîme 1939-1944*, p. 88-90.

<sup>18</sup> Apud Viorica Moisuc, *Diplomația României și problema apărării suveranității ...*, Editura Academiei, București, 1971, p. 257 (n. 14).

<sup>19</sup> Le 13 avril 1939 la Grande-Bretagne et la France déclarèrent publiquement que « si une action mettant en péril l'indépendance de la Roumanie et de la Grèce sera entreprise, au sens où ces deux pays considéreront que c'est dans leur intérêt vital de résister par la force, le gouvernement anglais et le gouvernement français s'engagent à leur donner aussitôt toute l'assistance possible ». Voir *Politica externă a României - dicționar cronologic*, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1986, p. 227.

<sup>20</sup> Pour des détails concernant ce front voir Andreas Hillgruber, *Hitler, regele Carol și Mareșalul Antonescu*, Editura Humanitas, București, 1994, p. 98; J.B. Duroselle, *L'Abîme 1939-1944*, p. 91-96.

<sup>21</sup> J.B. Duroselle, *L'Abîme 1939-1944*, p. 91-96.

<sup>22</sup> Apud Maria G. Brătianu, *Roumanie 1938-1940 vue de France, Recherches dans les archives françaises*, p. 174 (Télégramme no. 1559, 9 décembre 1939, Bucarest, signé Thierry).

<sup>23</sup> *Ibidem*.

<sup>24</sup> *Idem*, p. 178 (Note de la Direction Politique, 24 direction Europe du Ministère des Affaires Étrangères français, 17 décembre 1939).

<sup>25</sup> *Ibidem*, p. 179.

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 181 (Télégramme no. 2452, 28 décembre 1939, Ankara, signé Massigli). Pour l'attitude de la Turquie dans ce problème voir aussi *idem* (le télégramme no. 2457, 29 décembre 1939, Ankara, signé Massigli).

<sup>27</sup> *Ibidem*, p. 196 (Télégramme no. 215, 12 janvier 1940, Rome, signé Poncet.)

<sup>28</sup> Apud A. Hillgruber, *op. cit.*, p. 97.

<sup>29</sup> Télégramme no. 21, 10 janvier 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici. Ce document reproduit une conversation de Franassovici avec E. Herriot, Archive du Ministère des Affaires Étrangères de Roumanie (on citera dorénavant A.M.A.E Roumanie), Fonds 71/1920-1944, série France télégrammes, vol. 3, f. 5.

<sup>30</sup> Philippe Marguerat, *Le troisième Reich et le pétrole roumain 1938-1940*, Sitjoff-Leiden, Genève, 1977, p. 189-190.

<sup>31</sup> Voir dans ce sens Viorica Moisuc, *op. cit.*, p. 277-278; Cornel Grad, *Al doilea arbitraj de la Viena (30 august 1940). Poziția armatei române*, Editura Limes, Zalău, 2000, p. 49.

- <sup>32</sup> Télégramme no. 51, 24 janvier 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E Roumanie, Fonds 71/1920-1944, série France télégrammes, doss. 3, f. 15.
- <sup>33</sup> Rapport no. 72/c, 30 janvier 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E. Roumanie, *Fonds cit., série cit.*, doss. 3, f. 199.
- <sup>34</sup> *Ibidem*, f. 200.
- <sup>35</sup> *Ibidem*, f. 201.
- <sup>36</sup> *Ibidem*, p. 202.
- <sup>37</sup> Rapport no. 101/c, 10 février 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E Roumanie, Fonds 71/1920-1944, série France générale, doss. 3, f. 215.
- <sup>38</sup> *Ibidem*.
- <sup>39</sup> *Ibidem*, f. 216-217.
- <sup>40</sup> *Ibidem*, f. 217.
- <sup>41</sup> Constantin I. Kirîtescu, *România în al doilea război mondial*, Editura Univers Enciclopedic, Bucureşti, 1996, dos. I, p. 102; Ion Constantin, *România, marile puteri și problema Basarabiei*, Editura Enciclopedică, Bucureşti, 1995, p. 49.
- <sup>42</sup> Télégramme no. 97, 7 février 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E. Roumanie, Fonds 71/1920-1944, France télégrammes, doss. 3, f. 33.
- <sup>43</sup> Pour des détails concernant le projet d'aide allié pour la Finlande et son échec voir J.B. Duroselle, *L'Abîme 1939-1944*, p. 107-116.
- <sup>44</sup> Télégramme no. 97, 7 février 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E Roumanie, Fonds 71/1920-1944, série France télégrammes, doss. 3, f. 32.
- <sup>45</sup> Pour les décisions adoptées et l'importance de la conférence de Belgrade voir Ion Calafeteanu, *op. cit.*, p. 249-254.
- <sup>46</sup> Apud Maria G. Brătianu, *op.cit.*, p. 207 (Rapport du général Gamelin, commandant chef de l'État-Major au président du Conseil des ministres, Paris, 26 février 1940).
- <sup>47</sup> Rapport nr. 130 confidentiel, 22 février 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E. Roumanie, Fonds 71/1920-1944, série France générale, doss. 3, f. 222; Rapport no. 137 confidentiel, 2 février 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E. Roumanie, *Fonds cit., série cit.*, f. 227. Autres détails concernant le projet d'attaque en Caucase voir chez J. B. Duroselle, *op. cit.*, p. 146-150.
- <sup>48</sup> Rapport no. 130 confidentiel, 22 février 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E. Roumanie, *Fonds cit., série cit.*, f. 223.
- <sup>49</sup> Rapport no. 143 2 mars 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E., Roumanie, *Fonds cit., série cit.*, f. 228-230.
- <sup>50</sup> Rapport no. 199, 26 mars 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E. Roumanie, *Fonds cit., série cit.*, f. 281.
- <sup>51</sup> *Ibidem*, f. 282.
- <sup>52</sup> Télégramme n. 221 5 avril 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E. Roumanie, France télégrammes, doss. 3, f. 67.
- <sup>53</sup> Apud Maria G. Brătianu, *op.cit.*, p. 207 (Note du général Weygand, 9 avril 1940)
- <sup>54</sup> Rapport nr 220 5 avril 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E., Roumanie, Fonds 71/1920-1944, France télégrammes, doss. 6, f. 192-193.
- <sup>55</sup> *Ibidem*.
- <sup>56</sup> Apud Maria G. Brătianu, *op.cit.*, p. 208.
- <sup>57</sup> *Ibidem*.
- <sup>58</sup> *Ibidem*.
- <sup>59</sup> *Ibidem*, p. 208-209.
- <sup>60</sup> Beaucoup de ces documents n'ont pas été trouvés, mais ils sont mentionnés par Weygand dans son rapport.
- <sup>61</sup> Voir Viorica Moisuc, *op.cit.*, p. 279-280.
- <sup>62</sup> Rapport no. 25, 15 avril 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E. Roumanie, Fonds 71/1920-1944, série France générale, doss. 3, f. 288.
- <sup>63</sup> *Ibidem*.
- <sup>64</sup> Apud Maria G. Brătianu, *op.cit.*, p. 209. (Télégramme no. 765, 15 avril 1940, Bucarest, signé Thierry).
- <sup>65</sup> Apud Maria G. Brătianu, *op.cit.*, p. 211. (Note de 2 mai 1940).
- <sup>66</sup> *Ibidem*, p. 211-212.
- <sup>67</sup> Rapport no 291, 30 avril 1940, envoyé à Bucarest par de l'ambassade de Roumanie à Paris, signé Franassovici, A.M.A.E. Roumanie, Fonds 71/1920-1944, série France générale, doss. 3, f. 293-295.